



REPUBLIQUE FRANCAISE

Département  
de  
L'ESSONNE  
Arrondissement  
de  
PALAISEAU

## COMMUNE DE VILLEJUST

ARRÊTÉ N° 2026- 039

Portant permission de voirie

34, chemin du Rocher

Le Maire de la commune de VILLEJUST,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le Code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

**CONSIDERANT** la demande par laquelle la société GH2E demeurant 9-11, rue Henri Dunant - 91070 BONDOUFLE demande, pour ENEDIS, l'autorisation d'effectuer des travaux de terrassement sous trottoir pour procéder à un branchement électrique en vue d'alimenter la propriété sise n°34, chemin du Rocher à compter du lundi 18 mai 2026 pour une durée de 7 jours,

**CONSIDERANT** qu'afin de permettre le bon déroulement des dits travaux et d'assurer la sécurité des personnes et des biens, il convient de prendre les mesures nécessaires,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1** : Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux de génie civil sus cités à effectuer sous trottoir au niveau du n°34, chemin du Rocher à compter du lundi 18 mai 2026 pour une durée de 7 jours.

**ARTICLE 2** : Avant toute exécution des travaux, le pétitionnaire sera tenu de se mettre préalablement en rapport avec les services possédant les installations et canalisations dans la partie de la chaussée transformée, en particulier avec les administrations de France télécom., d'ENEDIS, de GRDF, du service des eaux (notre concessionnaire : SUEZ) et de l'éclairage public (notre concessionnaire : entreprise SEIP).

**ARTICLE 3** : Ces travaux seront entrepris par les soins et aux frais du pétitionnaire. Celui-ci devra se charger de mettre en place une signalisation verticale et horizontale. Le chantier ne devra pas entraver la libre circulation des riverains ainsi que le libre écoulement des eaux et l'accès aux installations de sécurité ou de protection civile.

**ARTICLE 4** : Le coffret posé devra être intégré dans le mur de clôture sans dépassement sur le trottoir.

**ARTICLE 5** : La durée des dépôts de matériaux qu'il pourrait être nécessaire d'effectuer sur la voie publique n'excédera pas 7 jours.

**ARTICLE 6 :** Le pétitionnaire sera tenu responsable ses travaux. Il aura la charge de la remise en état des lieux en fin de chantier et notamment la remise en état à l'identique du revêtement récent du trottoir.

**ARTICLE 7 :** La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire et révocable.

**ARTICLE 8 :** Le Maire, la police municipale ainsi que tous les agents assermentés sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché en mairie et dont l'ampliation sera transmise à :

- l'entreprise GH2E,
- ENEDIS,
- La police municipale de Villejust.

**Article 9 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Villejust, le 07 MAI 2026

Le Maire,



Igor TRICKOVSKI

Affiché le : 07 MAI 2026

Ampliations transmises le : 07 MAI 2026